



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Afrique

Question au Gouvernement n° 1904

Texte de la question

M. le president. La parole est a M. Henri de Richemont.

M. Henri de Richemont. Ma question s'adresse a M. le ministre des affaires etrangeres et concerne la situation dramatique de la region des Grands Lacs en Afrique.

Des combats severes font rage a la frontiere du Zaïre, du Burundi et du Rwanda. Les attaques contre les camps de refugies ont provoque l'exode de centaines de milliers de personnes vers des camps deja surpeuples et la situation des refugies s'aggrave. Un desastre humanitaire est a craindre dans une region deja eprouvee par le genocide au Rwanda en 1994 et par la guerre civile au Burundi. Le Zaïre risque de perdre une partie de son territoire. Le secretaire general de l'ONU a envoye un emissaire et je salue l'initiative du President de la Republique francaise, qui a demande la reunion d'une conference diplomatique des Etats de la region. Mais on peut craindre que la diplomatie ne soit pas suffisante pour mettre fin aux massacres.

La France ne peut rester indifferente a l'Afrique avec laquelle elle a tant de liens historiques, culturels et economiques. Si la situation perdure, que peut faire notre pays pour retablir la paix ? (Applaudissements sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

M. Jean Tardito. Tres bien.

M. le president. La parole est a M. le ministre des affaires etrangeres.

M. Herve de Charette, ministre des affaires etrangeres. Monsieur le depute, la situation dans la region des Grands Lacs s'est en effet aggravee dans des proportions inquietantes au cours des derniers jours.

La France a d'ores et deja apporte son soutien a l'action du secretaire general des Nations unies, qui a designe un envoye special, M. Chretien, pour une mission d'etablissement des faits et de mediation. Nous souhaitons que cet envoye special se rende sur place dans les plus brefs delais pour negocier un cessez-le-feu entre les parties.

En outre, la France a d'ores et deja obtenu que l'Union europeenne designe son representant, M. Ajello, qui est a pied d'oeuvre depuis le debut de la semaine et qui a pour mission d'etudier les moyens d'acheminer les secours europeens et internationaux vers les refugies dans la situation que vous avez decrite. Enfin, M. le secretaire d'Etat a l'action humanitaire, Xavier Emmanuelli, evalue les besoins sur le terrain avec l'ensemble des responsables nationaux et internationaux.

Mais au-dela, mesdames, messieurs les deputes, il devient urgent que les chefs d'Etat et de gouvernement des pays de la region se reunissent dans la conference internationale sur la securite et la stabilite dans la region des Grands Lacs que la France reclame depuis de longs mois. Cette conference doit avoir pour objectif de traiter du retour des refugies, du respect des minorites, d'une justice efficace contre les responsables du genocide, de l'appui materiel et humain de la communaute internationale a l'ensemble de ce processus et de la mise en place d'un dispositif de controle et de suivi de ces dispositions.

Le President de la Republique a lance un appel. Je voudrais le reiterer devant votre assemblee. Il est urgent que les pays des Grands Lacs se resolvent a se reunir pour traiter ces problemes. Ils peuvent compter sur l'appui de la communaute internationale, sur celui de la France en particulier. (Applaudissements sur quelques bancs de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

Texte de la réponse

M. le president. La parole est a M. Henri de Richemont.

M. Henri de Richemont. Ma question s'adresse a M. le ministre des affaires etrangeres et concerne la situation dramatique de la region des Grands Lacs en Afrique.

Des combats severes font rage a la frontiere du Zaïre, du Burundi et du Rwanda. Les attaques contre les camps de refugies ont provoque l'exode de centaines de milliers de personnes vers des camps deja surpeuples et la situation des refugies s'aggrave. Un desastre humanitaire est a craindre dans une region deja eprouvee par le genocide au Rwanda en 1994 et par la guerre civile au Burundi. Le Zaïre risque de perdre une partie de son territoire. Le secretaire general de l'ONU a envoye un emissaire et je salue l'initiative du President de la Republique francaise, qui a demande la reunion d'une conference diplomatique des Etats de la region. Mais on peut craindre que la diplomatie ne soit pas suffisante pour mettre fin aux massacres.

La France ne peut rester indifferente a l'Afrique avec laquelle elle a tant de liens historiques, culturels et economiques. Si la situation perdure, que peut faire notre pays pour retablir la paix ? (Applaudissements sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

M. Jean Tardito. Tres bien.

M. le president. La parole est a M. le ministre des affaires etrangeres.

M. Herve de Charette, ministre des affaires etrangeres. Monsieur le depute, la situation dans la region des Grands Lacs s'est en effet aggravee dans des proportions inquietantes au cours des derniers jours.

La France a d'ores et deja apporte son soutien a l'action du secretaire general des Nations unies, qui a designe un envoye special, M. Chretien, pour une mission d'etablissement des faits et de mediation. Nous souhaitons que cet envoye special se rende sur place dans les plus brefs delais pour negocier un cessez-le-feu entre les parties.

En outre, la France a d'ores et deja obtenu que l'Union europeenne designe son representant, M. Ajello, qui est a pied d'oeuvre depuis le debut de la semaine et qui a pour mission d'etudier les moyens d'acheminer les secours europeens et internationaux vers les refugies dans la situation que vous avez decrite. Enfin, M. le secretaire d'Etat a l'action humanitaire, Xavier Emmanuelli, evalue les besoins sur le terrain avec l'ensemble des responsables nationaux et internationaux.

Mais au-dela, mesdames, messieurs les deputes, il devient urgent que les chefs d'Etat et de gouvernement des pays de la region se reunissent dans la conference internationale sur la securite et la stabilite dans la region des Grands Lacs que la France reclame depuis de longs mois. Cette conference doit avoir pour objectif de traiter du retour des refugies, du respect des minorites, d'une justice efficace contre les responsables du genocide, de l'appui materiel et humain de la communaute internationale a l'ensemble de ce processus et de la mise en place d'un dispositif de controle et de suivi de ces dispositions.

Le President de la Republique a lance un appel. Je voudrais le reiterer devant votre assemblee. Il est urgent que les pays des Grands Lacs se resolvent a se reunir pour traiter ces problemes. Ils peuvent compter sur l'appui de la communaute internationale, sur celui de la France en particulier. (Applaudissements sur quelques bancs de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

Données clés

Auteur : [M. de Richemont Henri](#)

Circonscription : - RPR

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1904

Rubrique : Politique exterieure

Ministère interrogé : affaires étrangères

Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 31 octobre 1996, page 6245

Réponse publiée le : 31 octobre 1996, page 6245

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 31 octobre 1996